

Prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel

Date de la contribution : 27/04/2026

Introduction

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE de ne pas introduire de limite de fréquence au recours à la prestation de changement de compteur, sans facturation de l'intervention ?

Favorable

Commentaire :

ENGIE n'est pas favorable à la limitation de fréquence et donc aligné avec l'orientation préliminaire de la CRE.

Pour un changement de compteur, les clients devront passer par la prestation payante d'étude d'adéquation poste de livraison, dont le coût élevé (267,98 € TTC) représente déjà une première barrière financière, et limite les comportements opportunistes. La limitation de fréquence ne nous semble pas essentielle et Engie n'est pas favorable à sa mise en place.

Question 2 : Dans l'éventualité où une limite de fréquence sans facturation devait être introduite, êtes-vous favorable à la différenciation proposée par GRDF pour facturer l'intervention de changement de compteur, entre les hausses et les baisses de calibre ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF propose de différencier les cas des hausses et les cas des baisses de calibre pour facturer l'intervention de changement de compteur. Il est difficile de se prononcer sur la rationalité économique de cette différenciation sans connaître les coûts et les délais sous-jacents pour le réseau dans les deux cas de figure respectifs.

Par ailleurs, il est préférable que le processus soit simple pour tous les clients, notamment pour les clients multisites.

Question 3 : Partagez-vous les réserves de la CRE relatives à la facturation de la prestation de changement de compteur, dès lors que GRDF n'a justifié l'absence de double couverture des charges liées à l'intervention pour mise en service du nouvel équipement ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Pas de commentaire ou de réponse d'ENGIE sur cette question.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse et l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation de « Passage au pas horaire » ?

Favorable

Commentaire :

Il semble raisonnable d'envisager la suppression du catalogue de prestations qui n'ont jamais été sollicitées par les clients.

ENGIE appelle l'attention de la CRE et de GRDF sur une question importante : en cas de suppression, les dispositions pour compléter les données manquantes disparaîtront également. Quel process alternatif sera mis en place par le GRD pour communiquer les données manquantes ?

Question 5 : Êtes-vous favorable à la pérennisation de la prestation de « Passage au pas horaire pour les clients en fréquence MM/JJ », adressée aux clients du haut de portefeuille ?

Favorable

Commentaire :

ENGIE est favorable à la pérennisation de la prestation de « Passage au pas horaire pour les clients en fréquence MM/JJ »,

adressée aux clients du haut de portefeuille.

ENGIE observe cependant que les données pour le client sont disponibles exclusivement dans l'Espace Client GRDF. Cette exclusivité crée une rupture d'égalité concurrentielle entre le GRD et l'ensemble des parties prenantes impliquées dans des missions d'administration contractuelle ou de pilotage énergétique (fournisseur, plateforme énergétique, auditeurs...).

Le Gestionnaire du réseau de distribution gaz occupe une position dominante dans le conseil client et l'accessibilité des données, puisqu'il dispose d'une information plus fine que les autres parties. Cela n'existe pas en électricité pour Enedis. ENGIE demande donc une mise à disposition des données horaires équitable pour tous les acteurs, via un canal de communication normé qui permette une utilisation automatisée par tous (API, flux, etc...).

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant la tarification de la prestation de « Passage au pas horaire pour les clients en fréquence MM/JJ » ?

Les coûts sous-jacents pour le réseau de la prestation de « Passage au pas horaire pour les clients en fréquence MM/JJ » n'étant pas connus, il apparaît difficile pour ENGIE de se prononcer sur la tarification proposée.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant les prestations de « Collecte d'index auto-relevé » client et fournisseur ?

Favorable

Commentaire :

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE concernant la collecte d'index auto-relevé pour les compteurs Gazpar après 3 mois de défaillance de communication et à l'alignement des pratiques entre clients à relève mensuelle et semestrielle.

La transmission d'index auto-relevé contribuera à limiter tout décalage de consommation et de facturation pour les clients concernés. Elle modérera ainsi l'augmentation du risque d'impayés et devrait diminuer une source importante d'insatisfaction client. En effet, une régularisation tardive conduit à des réclamations de la part des clients, et donne parfois lieu à un choc de facture, qui peut déclencher une problématique d'impayés : une régulation de plusieurs centaines d'euros à plusieurs milliers d'euros peut fragiliser financièrement des clients domestiques vulnérables. Avec la mensualisation et la facturation annuelle, une absence de communication d'index du compteur peut entraîner l'application de l'obligation de facturation de la consommation dans un délai inférieur à 14 mois (Loi Transition Énergétique) et donc aussi un risque financier pour les volumes consommés à régulariser.

Question 8 : Avez-vous des remarques sur les modalités opérationnelles de collecte d'index auto-relevé pour les clients à relevé mensuel, équipés d'un compteur évolué non communicant, telles qu'envisagées par GRDF ?

L'évolution de cette prestation ne doit pas retarder ou ralentir la réparation du compteur Gazpar. Il s'agit d'une solution temporaire. L'obligation de relève réelle, tous les 12 mois au minimum, reste valable. ENGIE s'interroge sur le processus qui sera mis en place pour solliciter le client en cas de compteur non-communicant, notamment pour éviter tout doublon ou confusion dans les messages portés par le fournisseur et le GRD.

ENGIE remercie GRDF pour l'affichage des volumétries des compteurs communicants avec relève estimées, partagé actuellement en GT4 et souhaite sa poursuite. ENGIE accueille favorablement l'auto-relève mensuelle des PCE mensuels et souhaite aussi réitérer sa volonté d'aboutir à une relève mensuelle comme pour les clients à relève semestrielle.

GRDF doit être capable de proposer une solution palliative face à ses contraintes SI, afin que soit proposé un service identique à tous les clients.

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE consistant à accepter la demande de modification concernant la prestation « Pression disponible standard » ?

Favorable

Commentaire :

ENGIE est favorable à la modification de la prestation "pression disponible standard" pour mise en conformité avec les conditions de distribution

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE consistant à accepter la demande de modification concernant la prestation « Service de pression non standard » ?

Favorable

Commentaire :

Engie est favorable à cette modification.

Question 11 : Etes-vous favorable à l'analyse de la CRE concernant la demande de GRDF de créer une tarification spécifique pour le raccordement des réseaux de chaleur au réseau de distribution de gaz ?

Défavorable

Commentaire :

ENGIE est d'accord avec l'analyse de la CRE que la demande de GRDF, en ne ciblant que les réseaux de chaleur, présente un risque de traitement différencié dans l'accès au réseau. Toutefois, ENGIE considère que les profils de consommation des appoints gaz des réseaux de chaleur présentent un risque à adresser en raison du caractère très aléatoire de leur profil de consommations. ENGIE ne partage pas l'avis de la CRE selon lequel ce risque serait à traiter par une réforme du B/I. ENGIE suggère que soit revue la tarification du raccordement de l'ensemble des raccordements pour appoint/secours, ce qui inclurait les réseaux de chaleurs concernés. ENGIE considère que dans ce cadre, une facturation sur devis (ou autre solution à la main de la CRE) doit être étudiée et concertée avec les parties prenantes.

Question 12 : Etes-vous favorable à l'analyse de la CRE concernant les autres demandes de modification de la prestation « Réalisation de raccordement » (b, c, d) ?

Défavorable

Commentaire :

S'agissant des points c) et d) de la demande de GRDF, ENGIE est favorable aux propositions de GRDF et à l'analyse qu'en fait la CRE.

S'agissant du point b), ENGIE ne partage pas l'avis de la CRE et rejoint GRDF dans sa demande. L'arrêté du 28 juillet 2008 fixant le taux de référence pour la rentabilité des opérations de desserte gazière définit le critère de mesure de la rentabilité pour étendre le réseau de distribution comme la différence entre les recettes et les coûts générés par le projet d'extension. Les recettes, définies comme « la somme des recettes des nouveaux raccordements et des recettes d'acheminement actualisées par option tarifaire » sont de facto une estimation que l'opérateur doit réaliser, car elles ne peuvent pas être connues avec certitude sur l'horizon de l'étude. Celui-ci est ainsi dans l'obligation de réaliser une analyse de risque et d'estimer les volumes prévisionnels et la pointe de consommation, sans que cela ne constitue une interprétation extensive de l'arrêté du 28 juillet 2008. ENGIE ne partage donc pas les réserves de la CRE quant aux précisions rédactionnelles proposées par GRDF dans le point b).

Question 13 : Avez-vous des remarques concernant les modifications demandées par GRDF pour la prestation de « Mise à disposition du poste de livraison ou du dispositif local de mesurage » ?

Pas de remarque d'ENGIE

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE consistant à introduire la prestation « Service de comptage du biogaz autoconsommé pour l'hygiénisation » au catalogue des prestations à titre expérimental au 1er janvier 2027 ?

Favorable

Commentaire :

ENGIE est favorable à l'introduction de la prestation « Service de comptage du biogaz autoconsommé pour l'hygiénisation », mais s'interroge sur le tarif proposé susceptible de dégrader l'équilibre économique fragile des producteurs de biométhane.

Dans un contexte où (1) l'essor du biogaz représente un enjeu de politique énergétique partagé (cf. objectif PPE3) et où (2) la molécule de biométhane va désormais profiter de façon croissante à la quasi-totalité des consommateurs avec l'obligation d'incorporation du biométhane (dispositif CPB en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2026), n'y aurait-il pas une logique à mutualiser les coûts de cette prestation dans l'ATRD et à proposer cette prestation à titre gratuit aux producteurs de biométhane ?